

Ecrit par le 2 février 2026

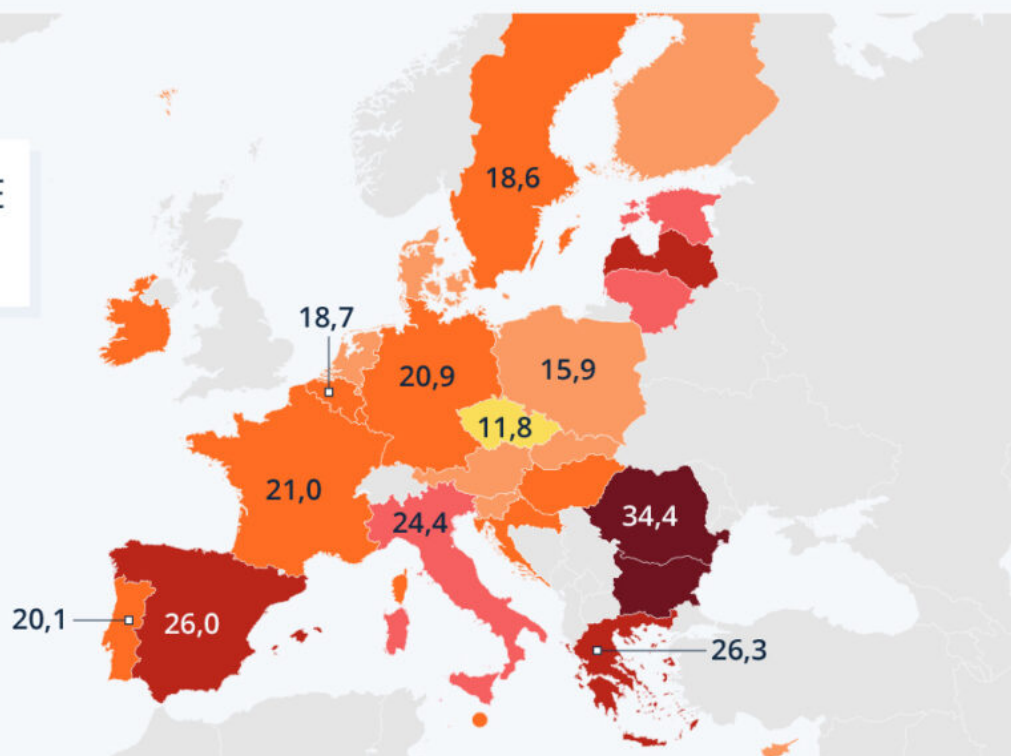
Pauvreté en Europe : où se situent les Français ?

Pauvreté en Europe : où se situent les Français ?

Part des personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale dans les pays européens en 2022 (en %)

Moyenne de l'UE
21,6

- >30
- >26
- >22
- >18
- >12
- >8



Source : Eurostat



statista

Ecrit par le 2 février 2026

Combien de personnes sont menacées de [pauvreté](#) en Europe ?

En 2022, 95,3 millions de personnes dans l'UE (22 % de la population) étaient menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale, c'est-à-dire qu'elles vivaient dans des ménages confrontés à au moins un des trois risques de pauvreté et d'exclusion : la pauvreté monétaire, la privation matérielle et sociale grave et/ou la vie dans un ménage à très faible intensité de travail (dont les adultes travaillent à moins de 20 % de leur potentiel sur un an). Selon les [données](#) d'Eurostat, ce chiffre est resté relativement stable par rapport à celui de l'année précédente (95,4 millions en 2021, 22 % de la population).

La part des personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale varie assez nettement d'un pays à l'autre de l'UE. Les valeurs les plus élevées ont été rapportées en Roumanie (34 %), en Bulgarie (32 %), en Grèce et en Espagne (26 % chacun). À l'inverse, les pourcentages les plus faibles ont été enregistrés en Tchéquie (12 %), en Slovaquie (13 %) et en Pologne (16 %).

En France, une personne sur cinq était menacée de pauvreté et d'exclusion sociale en 2022 (21 %). Une part très similaire à celle mesurée outre-Rhin (20,9 % en Allemagne).

Claire Villiers, Statista.

Pauvreté des retraités : la France (un peu) mieux lotie que ses voisins

Ecrit par le 2 février 2026

médian après prise en compte des transferts sociaux.

Comme le met en avant notre carte, les retraités de certains pays d'Europe sont beaucoup plus menacés que d'autres par la précarité économique. La situation est particulièrement préoccupante dans les pays baltes, où la part de retraités « à risque de pauvreté » atteint voire dépasse 40 %. En Allemagne, environ 20 % des retraités sont menacés par la précarité, soit un chiffre supérieur de 4 points à la moyenne de l'UE. Pour compléter leurs revenus, il est estimé que [11 %](#) des retraités allemands (65-74 ans) sont obligés d'exercer un emploi, bien souvent des petits boulots.

Avec environ 10 % de retraités qui touchent moins de 60 % du revenu médian disponible, la France affiche l'un des taux les plus bas d'Europe, juste derrière la Slovaquie (9,6 %) et le Luxembourg (9,5 %). Même si de fortes disparités existent à l'échelle nationale (en fonction du sexe, des régions,...), cette statistique suggère que [système de retraite français](#) protège relativement efficacement les personnes âgées contre la précarité.

[De Tristan Gaudiaut pour Statista](#)

Pauvreté des retraités : la France mieux lotie que ses voisins

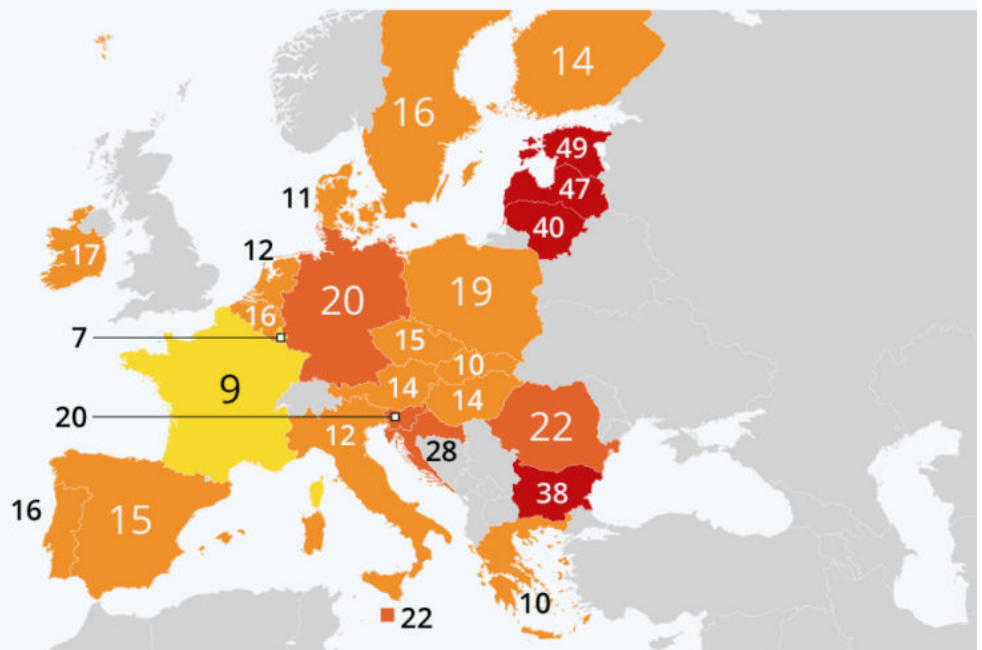
Ecrit par le 2 février 2026

La pauvreté touche 15 % des retraités en Europe

Pourcentage des retraités dont le revenu se situe en-dessous du seuil de risque de pauvreté en 2020 *

- > 30 %
- 20-29 %
- 10-19 %
- 5-9 %

Moyenne UE-27
15 %



Sélection des pays de l'UE-27, valeurs arrondies. Italie : donnée de 2019.

* Seuil de risque de pauvreté : 60 % du revenu disponible médian national après transferts sociaux.

Source : Eurostat



statista

De la Lituanie au Luxembourg, en passant par la France, les pensions de retraite s'échelonnent de 250 à plus de 2 000 euros dans l'Union européenne. Mais au delà de ces données brutes et en tenant compte des écarts du coût de la vie, la pauvreté touche en moyenne 15 % des [retraités européens](#) selon [Eurostat](#). Ce taux correspond plus précisément à la proportion de retraités dont les revenus sont en-dessous du seuil de risque de pauvreté, c'est-à-dire inférieurs à 60 % du revenu disponible national médian, après

Ecrit par le 2 février 2026

prise en compte des transferts sociaux.

Comme le met en avant notre carte, les retraités de certains pays d'Europe sont beaucoup plus menacés que d'autres par la précarité économique. La situation est particulièrement préoccupante dans les pays baltes, où la part de retraités « à risque de pauvreté » atteint voire dépasse 40 %. En Allemagne, environ 20 % des retraités sont menacés par la précarité, soit un chiffre supérieur de 5 points à la moyenne de l'UE. Pour compléter leurs revenus, il est estimé que [11 %](#) des retraités allemands (65-74 ans) sont obligés d'exercer un emploi, bien souvent des petits boulots.

Avec environ 9 % de ses retraités qui touchent moins de 60 % du revenu médian disponible, la France affiche le taux de pauvreté des retraités le plus bas d'Europe derrière le Luxembourg (7 %). Même si de fortes disparités existent à l'échelle nationale (en fonction du sexe, des régions,...), cette statistique illustre la relative efficacité du [système de retraite français](#) à protéger les personnes âgées contre la pauvreté.

De Tristan Gaudiaut [Statista](#)

5e conférence régionale contre la pauvreté

Ecrit par le 2 février 2026



C'est chez [Proman](#) que s'est déroulée la 5^e Conférence régionale sur la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Ni dans une préfecture, ni dans une mairie, ni dans une Chambre de commerce et d'industrie, ni dans une Chambre des métiers et de l'artisanat mais bien dans les locaux d'une entreprise-leader des Alpes-de-Haute-Provence et 4^e acteur européen sur le marché du travail en intérim et du recrutement en CDD et CDI.

Et ce choix d'une entreprise est celui de son président-fondateur, [Roland Gomez](#). A 70 ans passés, il affiche un chiffre d'affaires de 2,387 milliards d'euros, emploie 3 000 collaborateurs permanents et 75 000 intérimaires dans 14 pays. Mais ce patron n'est pas qu'un homme d'affaires, c'est avant tout un homme de cœur. Il se plaît à citer Henry Ford : « L'entreprise doit faire des profits, sinon, elle mourra. Mais si l'on tente de faire fonctionner une entreprise uniquement sur le profit, alors elle mourra car elle n'aura plus de raison d'être ». Pour lui, la performance économique et la solidarité ne sont pas antinomiques, au contraire. « Il faut des synergies pour construire une société plus généreuse qui donne leur chance aux plus fragiles, ceux qui sont au bord de la route. »

Ecrit par le 2 février 2026

« Il faut construire une société plus généreuse. »

Roland Gomez, président fondateur de Proman



Roland Gomez, fondateur de Proman.

Une vision qui résonne en totale harmonie avec la '[Stratégie pauvreté](#)' lancée en septembre 2018 par le Président de la République. D'autant que La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est la 3^e région de France Métropolitaine la plus touchée par la pauvreté, après la Corse et Les Hauts de France ([le Vaucluse le 5^e département le plus pauvre](#) de l'hexagone avec un taux 20%).

[Joëlle Chenet](#), Commissaire auprès du Préfet de Région en charge de la stratégie anti-pauvreté et cheville ouvrière de cette conférence insiste : « La crise sanitaire a généré des alliances inédites, le soutien de l'Etat a permis de maintenir le pays debout mais les inégalités sont parfois encore plus visibles. Et si cette crise était l'élément déclencheur d'une société plus inclusive, d'une prise de conscience collective de la nécessité de bâtir les fondations d'une relation plus étroite entre les entreprises et le territoire, ses habitants, ses élus et le monde associatif ? »



Ecrit par le 2 février 2026

Le Préfet de région [Christophe Mirmand](#) le martèle : « Il nous faut prévenir la reproduction de la pauvreté et en sortir par l'emploi ». De citer quelques chiffres de ce qu'a mis en œuvre la Préfecture de la Région Sud depuis le Covid : « 7 000 jeunes ont pu s'insérer grâce à la 'Garantie Jeunes', 8 600 décrocheurs ont été pris en charge, 4 800 personnes ont bénéficié d'un accompagnement global de Pôle-Emploi, 1 200 sans-abris ont eu accès à un logement autonome, 230 places de crèches ont été créées. »

860M€ pour la relance en Paca

Il a décliné aussi le Plan de relance en Paca (860M€) : « 590 000 salariés ont été indemnisés par le chômage partiel, 211 000 entreprises ont touché le Fonds de Solidarité. On compte 163 000 bénéficiaires du RSA (revenu de solidarité active), 25 000 de l'Allocation Solidarité, 94 000 de l'Allocation Adulte Handicapé, 351 000 foyers qui ont reçu une aide exceptionnelle de solidarité ainsi que 37 500 jeunes de moins de 25 ans qui ont reçu un coup de pouce ». Autre chiffre significatif, l'aide alimentaire versée par l'Etat. Elle a carrément été multipliée par 12 en 2020, passant de 1M€ à 12M€...

S'agissant des Alpes de Haute-Provence lieu de la Conférence Régionale : « Elles représentent seulement 3% de la population de la Région Sud (avec un taux de pauvreté de 17%, et 28% de jeunes hors formation professionnelle) mais 22% du territoire. Il faut donc mutualiser toutes les énergies pour une société plus inclusive et tricoter de nouveaux partenariats pour mieux vivre ensemble » a conclu le Préfet de Région.

Ecrit par le 2 février 2026



Christophe Mirmand, préfet de Région.

« Simplement solidaire »

Dans son intervention, Roland Gomez a insisté : « L'humain est au centre de nos préoccupations, aux côtés des associations, des missions locales, des écoles de la 2^e chance. En France, 1 million et demi de mineurs vivent sous le seuil de pauvreté, 2 enfants sur 3 ne partent pas en vacances ». Lui qui a créé la [Fondation Proman](#) en 2019 dont la devise est 'Simplement solidaire' le dit : « Nous devons aller encore plus loin au service des plus vulnérables, c'est un enjeu social déterminant et un impératif quotidien. Nos motivations sont simples : incarner les valeurs de l'entreprise, bienveillance, humanité ».

Lors de la première table ronde sur 'Les entreprises- collectivités locales-associations partenaires de la cohésion sociale des territoires', [Daniel Margot](#), président de la CCI 04 et patron de '[La Savonnerie de Haute-Provence](#)', a préconisé la visite régulière des entreprises du département par les écoliers, collégiens, lycéens pour connaître les débouchés locaux, les filières mais aussi les métiers de demain avec les énergies renouvelables. « Avant c'était marche ou crève avec un productivisme à outrance, maintenant le personnel est mieux traité, travaille dans de meilleures conditions, le patron échange, partage avec ses collaborateurs, c'est un facilitateur dans un climat de confiance. »

Ecrit par le 2 février 2026

A la rencontre des jeunes isolés

Autre intervenant, [Bruno Galy](#), directeur régional des 'Apprentis d'Auteuil' qui ont des antennes à Tarascon, Arles, Marseille, Toulon, Brignoles et Nice. Créée en 1866 pour secourir les orphelins des rues, cette fondation a été reconnue d'utilité publique en 1929. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, elle s'occupe de près de 4 000 jeunes et familles. « Le but est qu'ils deviennent des adultes épanouis. La relation en entreprise a évolué, c'est davantage une alliance. Nous avons un 'Bus des possibles' qui quadrille la région, surtout en milieu rural pour rencontrer les jeunes isolés et les raccrocher à un projet de vie, leur montrer le chemin de la dignité. Comme le colibri nous apportons de l'eau, goutte après goutte, mais nous n'avons pas la folie des grandeurs et la prétention de sauver le monde. »

Pour conclure, [Jean-Michel Scuitto](#), directeur risques, audit, éthique et RSE chez [GSE](#) à Avignon et représentant de 'Global Compact' a rappelé ce qu'était ce relais des Nations-Unies : « Un cadre d'engagements universels et volontaires articulé autour de principes relatifs au respect des Droits Humains, des normes internationales du travail, de l'environnement et de lutte contre la corruption ». Il avait été initié au Sommet de Davos en 1999 par Kofi Annan pour éliminer le travail forcé ou obligatoire, les discriminations et le travail des enfants.

Recruter autrement

Seconde table ronde 'Recruter autrement', avec d'entrée de jeu une annonce-choc de [Mathilde Dufourcq](#), ancienne présidente du CJD (Centre des Jeunes Dirigeants) et directrice générale [d'APS-Prévoyance](#) à Châteaurenard : « Chez moi, ni CV (curriculum vitae), ni lettre de motivation ! »

« On a cassé la chaîne de la pauvreté. »

Mathilde Dufourcq, directrice générale d'APS-Prévoyance

A la tête d'une société d'utilité sociale créée par son père, [Jacky Dufourcq](#), en 1985, elle travaille sur les Bouches-du-Rhône, le Gard et le Vaucluse dans le secteur de la santé. « Je donne sa chance à chacun à l'issue d'un entretien d'embauche 'face to face'. Les plus motivés sont pris, un plan de formation de 400 heures a été réalisé depuis 5 ans, le taux de réussite est de 60%. On a cassé la chaîne de la pauvreté, on a aidé les plus démunis, ils ont retrouvé l'estime de soi. On peut allier envie personnelle et business, la preuve : on fait des bénéfices, donc ce modèle est viable et me donne une bonne raison de me lever chaque matin. »

Pour sa part, Didier Long, président de [l'Union des Entreprises des Alpes-de-Haute-Provence](#) a un credo : « Chacun a un potentiel, une compétence, un rôle à jouer pour contribuer à l'essor du territoire et des jeunes. Même les autistes! Ils ont une rigueur extrême, si vous leur dites de mettre 31 grammes de sucre, vous ou moi on en mettra 30, 35 mais lui 31, avec toujours les mêmes gestes précis ».

Nul n'est inemployable

Autre intervenant, [Laurent Laïk](#) de 'La Varappe' à Aubagne. Il part d'un principe simple : « Nul n'est

Ecrit par le 2 février 2026

inemployable et l'entreprise est le meilleur lieu pour insérer ceux qui sont au bord du chemin ». Et il sait de quoi il parle, il édite 6 000 bulletins de salaire par mois avec des structures qui travaillent dans le secteur de la revalorisation des déchets, de l'éco-contruction et du médico-social dans toute la France sauf les Hauts de France. « On a du mal à recruter, l'ascenseur social ne fonctionne plus alors qu'avant on brisait le plafond de verre en une génération. Maintenant, il est bloqué au rez-de-chaussée et il faudra 16 générations pour s'en sortir ». Laurent Laïk a aussi signé un partenariat avec Vinci autoroutes et a recruté 70 personnes qui entretiennent les bretelles et aires d'autoroutes de l'hexagone.



Plus de 200 personnes ont participé à cette 5e Conférence régionale sur la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté qui s'est tenue dans les locaux de Proman.

Partenariat gagnant pour tous

Dernier témoignage, celui du directeur du Pôle Emploi des Alpes-de-Haute-Provence, [Richard Spinoza](#). Que n'a-t-on pas entendu, depuis des décennies sur l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi) devenue Pôle Emploi... « Nous avons changé, évolué grâce à un outil, la MRS (Méthode de recrutement par simulation) qui évalue l'aptitude, l'habileté d'un candidat à exercer tel métier avec des mises en situation au cas par cas. Ces tests sont conçus avec l'employeur à la recherche de main d'œuvre pour détecter le bon profil, c'est un partenariat gagnant pour tous, le demandeur d'emploi, le patron et Pôle Emploi. En

Ecrit par le 2 février 2026

plus, existe désormais un guichet unique, le demandeur d'emploi explique ce qu'il est une fois pour toutes, pas besoin de répéter chaque fois son parcours, ses compétences, ses ambitions ». Richard Spinoza qui est par ailleurs élu dans le Var a cité l'exemple d'un centre commercial dont le futur directeur avait étudié en amont les besoins en vendeurs, chefs de rayons, agents de caisse. « Au départ 1 200 offres avaient été lancées, finalement, grâce à l'anticipation, aux réunions préalables, rencontres, explications, échanges, réunions publiques de tous, 1 600 varois ont trouvé du travail. »

Ouvrir le champ des possibles

Concrètement, au terme de deux heures de débats, et en présence de [Marine Jeantet](#), déléguée interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, un premier document, un SPIE (Service public de l'insertion et de l'emploi), était co-signé par le préfet de Région, Violaine Demaret, la préfète des Alpes-de-Haute-Provence et Eliane Bareille, présidente du Conseil Départemental 04.

Quant à l'infatigable Roland Gomez, en plus de la Fondation Proman, il a lancé une autre action à mener, il veut dynamiser les 'Entreprises du Cœur' et trouver '1 000 parrains pour 1 000 enfants', des enfants fragiles de toute la région Sud. « Mon but est d'ouvrir pour eux le champ des possibles en formation, sports, culture mais aussi leur donner de l'amour. » Au départ, il prévoit 1000 à 3000 € par an et par enfant dès l'âge de 10 ans jusqu'à sa majorité, ce qui sur 10 ans coûtera entre 10 et 30M€. « On gagne sa vie avec ce que l'on reçoit mais on la bâtit avec ce que l'on donne », conclut le fondateur de Proman en citant Winston Churchill.

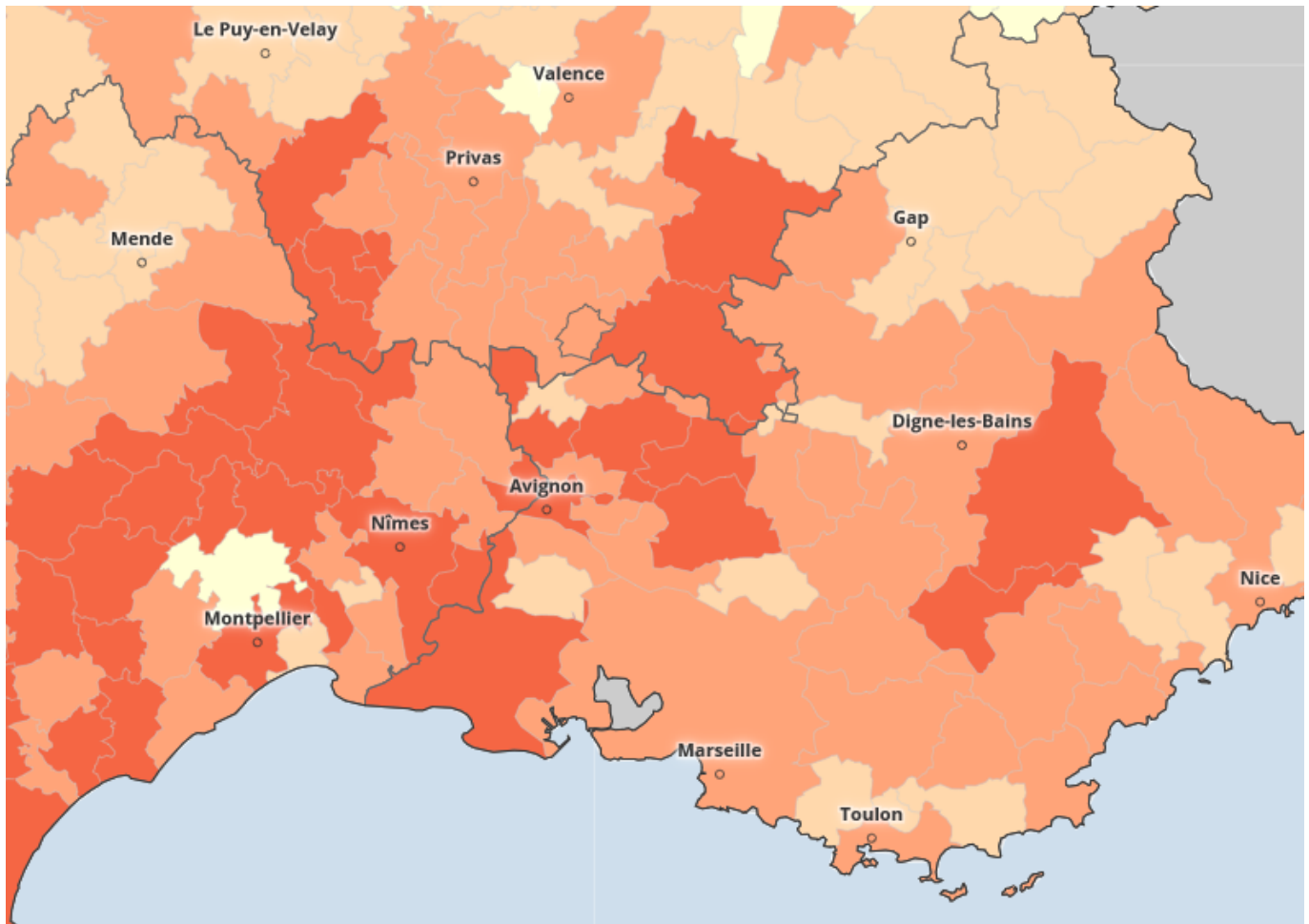
Trop de bla-bla ?

Quant aux jeunes invités à assister à cette conférence régionale sur la pauvreté, à imaginer leur futur travail et à commenter les échanges des débatteurs, ils n'y sont pas allés par 4 chemins. Francs, directs, sans ambage, Schouka, Lisa, Aléna et Anthony ont pris la parole pour conclure qu'il y avait eu « Trop de bla-bla... »

Et malgré tous les dispositifs déployés depuis le début de la crise sanitaire, aide alimentaire, 'Garantie Jeunes', '1 jeune 1 solution' et les 1 098 jeunes embauchés comme apprentis (+ 24% en 1 an dans les Alpes-de-Haute Provence, quand la moyenne est de 52% en PACA et 41% en France), leur parcours n'a pas été un long fleuve tranquille. Et le financement d'un ordinateur, d'un permis de conduire, d'un véhicule même d'occasion, de la location d'un petit studio, ça coûte « un pognon de dingue », expliquent-ils en chœur.

Le Vaucluse est le 5e département le plus pauvre de France métropolitaine

Ecrit par le 2 février 2026



Une étude de l'Insee Paca confirme un fort taux de pauvreté dans la population de Vaucluse. Le département est même l'un des plus touchés de l'Hexagone. Quant à la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, elle fait à peine davantage puisque seul le département des Hautes-Alpes fait mieux que la moyenne nationale.

Régulièrement qualifié de 7^e ou de 6^e département le plus pauvre de France, le Vaucluse figure en fait en 5^e position métropolitaine de ce triste classement. Avec un taux de pauvreté de 20% de sa population, il apparaît ainsi derrière la Seine-Saint-Denis (28,4%), les Pyrénées-Orientales (21%), l'Aude (20,7%) et la Haute-Corse 20,6%. Il glisse éventuellement de 2 places supplémentaires dans ce 'top de la misère' si l'on prend en compte La Réunion (38,9%) et la Martinique (29,8%).

Si le Vaucluse est à la traîne de Provence-Alpes-Côte d'Azur, la région ne brille pas par ses résultats (voir tableau ci-dessous). Seul le département des Hautes-Alpes affiche un taux de pauvreté inférieur à la moyenne nationale. Les Bouches-du-Rhône et surtout le Gard voisin ne sont malheureusement pas très loin des chiffres vauclusiens.

Taux de pauvreté en Paca et départements limitrophes du Vaucluse

Ecrit par le 2 février 2026

Département	Taux de pauvreté
Hautes-Alpes	13,9%
Ardèche	14,4%
Drôme	14,8%
Alpes-Maritimes	15,8%
Var	15,6%
Alpes-de-Haute-Provence	16,8%
Bouches-du-Rhône	18,7%
Gard	19,8%
Vaucluse	20%
Moyenne Paca	17,3%
Moyenne France métropolitaine	14,6%

Source Insee : étude mai 2021 (données 2018)

Dans le Vaucluse il existe aussi de forte disparité entre les territoires. Ainsi, c'est au sein de la Communauté de communes Aygues-Ouvèze en Provence (CCAOP) [que l'Insee observe les plus faible taux de pauvreté du département](#). La CC Territoriale Sud-Luberon et Pays des Sorgues et des Monts de Vaucluse affichent également de meilleurs résultats que la moyenne nationale (voir tableau ci-dessous). A l'inverse le Pays Réuni d'Orange, le Pays d'Apt-Luberon, Rhône Lez Provence, la Cove et le Grand Avignon sont à la traîne. Cependant, ces intercommunalités font mieux que leurs voisins de Beaucaire Terre d'Argence, Arles-Crau-Camargue-Montagnette, Alès Agglomération et Nîmes Métropole. Des chiffres qui confirment que les personnes en situation de pauvreté sont plus présentes dans les pôles qu'en périphérie.

« Quelle que soit la taille de l'aire d'attraction, le taux de pauvreté est bien plus élevé dans le pôle que dans la couronne : il y est près du double, sauf dans les aires de moins de 50 000 habitants où l'écart est moins prononcé, explique David Pirou dans la synthèse de son étude Insee. La pauvreté est particulièrement élevée dans les communes-centres où un habitant sur cinq est en situation de pauvreté. Elle est moins fréquente en dehors des aires d'attraction (taux de pauvreté de 14,7 %) que dans les pôles (18,9 %), mais reste toutefois nettement plus marquée que dans les couronnes (10,6 %). »

Taux de pauvreté par établissement public de coopération intercommunale (EPCI)

Établissement public de coopération intercommunale Taux de pauvreté

CC Aygues-Ouvèze en Provence (CCAOP)	11,6%
CC Territoriale Sud-Luberon	13%
CC Vallée des Baux-Alpilles	13,7%
CC du Pays des Sorgues et des Monts de Vaucluse	14,1%
CC du Pont du Gard	15%
CA Terre de Provence	15%

Ecrit par le 2 février 2026

CA du Gard Rhodanien	16,5%
CC des Sorgues du Comtat	17%
CC Pays d'Uzès	17%
CC Vaison Ventoux	17,8%
CA Luberon Monts de Vaucluse	19,1%
CC Ventoux Sud	19,3%
Métropole d'Aix-Marseille-Provence	18,6%
CC Enclave des Papes-Pays de Grignan	18,9%
CC du Pays Réuni d'Orange (CCPRO)	19,9%
CC Pays d'Apt-Luberon	20%
CC Rhône Lez Provence	20,2%
CA Ventoux-Comtat-Venaissin (Cove)	20,8%
CA du Grand Avignon	22,2%
CC Beaucaire Terre d'Argence	22,3%
CA d'Arles-Crau-Camargue-Montagnette	22,7%
CA Alès Agglomération	22,8%
CA de Nîmes Métropole	22,8%

CA : Communauté d'agglomérations ; CC Communauté de communes.

Fortes disparités de revenus

Autre mauvaise nouvelle, avec 19 880€ le Vaucluse affiche également le niveau de vie annuel médian le plus bas de la région. Le département est devancé par les Alpes-de-Haute-Provence (20 580€), les Hautes-Alpes (20 880€), les Bouches-du-Rhône (21 360€), le Var (21 590€) et les Alpes-Maritimes (22 140€) alors que la moyenne de Provence-Alpes-Côte d'Azur s'élève à 21 350€ et celle de la France à 21 650€.

« Les niveaux de vie varient également selon la localisation au sein des aires d'attraction des villes (pôle ou couronne), ainsi que selon le nombre d'habitants de l'aire, poursuit le statisticien de l'Insee. Le niveau de vie médian est ainsi plus faible dans les pôles (21 000€ par an), notamment au sein des communes-centres (20 220€), que dans les couronnes (22 430€). Pour chacune de ces catégories de communes, le niveau de vie augmente avec la taille des aires. Il est ainsi le plus élevé (22 660€) dans les aires de 700 000 habitants ou plus hors Paris, en particulier dans leurs couronnes (23 730€). Dans l'aire d'attraction de Paris, le niveau de vie médian est de 23 740€. Il est plus faible qu'au niveau national dans les communes situées hors attraction des villes (20 410€). »

Autre constat, c'est en Île-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur que l'on constate les plus fortes disparités de revenus entre les personnes les plus modestes et celles, plus aisées.

L.G.

*Le niveau de vie médian partage la population en deux : la moitié des personnes disposent d'un niveau

de vie inférieur et l'autre moitié d'un niveau de vie supérieur

La pauvreté et la précarité exacerbées par la crise sanitaire



C'est ce qui ressort du 'Baromètre 2020' publié par le [Dros](#) (Dispositif régional d'observation sociale) et présenté tout récemment aux membres de la commission 'Prospective' du [Ceser-Sud](#) (Conseil économique, social et environnemental régional de Provence Alpes Côte d'Azur).

Cette étude de l'année écoulée analyse les données des Caisses d'allocations familiales (Caf), des conseils départementaux, des communautés d'agglomérations, des communes, des associations et des experts sur

Ecrit par le 2 février 2026

le terrain.

De forte inégalité en Paca

Premier constat : la pauvreté frappe des territoires déjà fragilisés avant la crise. 17% des ménages vivent sous le seuil de pauvreté (soit 860 000 personnes, dont 25% de jeunes de moins de 30 ans), le revenu mensuel médian s'élève à 1733€ par ménage, 1041€ par personne et la Provence est la 2^e région métropolitaine la plus inégalitaire de France avec une densité plus marquée dans les bassins de vie du Grand Avignon, du Ventoux, du Comtat et d'Arles, mais aussi des Métropoles (Aix-Marseille-Provence et Nice).

Impact sur le marché du travail

La crise induite par le coronavirus a eu un impact direct sur le marché du travail avec une hausse généralisée des demandeurs d'emploi, notamment chez les hommes (+6,5%) et les jeunes de moins de 25 ans (+9%). Du côté des employeurs, réduction des embauches et recours aux dispositifs d'activité partielle. 241 000 personnes ont été privées d'emploi pendant le confinement, dont 3% dans l'industrie (-5 300 emplois), 2,4% dans le tertiaire (-22 200 emplois) et 7,8% dans la construction (-9 300 emplois). Avec la baisse des touristes, nombre d'emplois saisonniers n'ont pas été pourvus. A signaler qu'un milliard d'euros a été versé aux entreprises pour les aider à survivre pendant cette crise.

Fracture numérique avec le RSA ?

Forte hausse également du nombre de bénéficiaires du RSA (Revenu de solidarité active) : +9% (9,3% dans le Vaucluse, soit 17 798). Cette aide solidaire a touché 313 205 allocataires, avec leurs familles cela représente 716 000 personnes. Mais il faut savoir par exemple que d'après le Secours Catholique, un tiers des personnes accueillies sont éligibles au RSA et ne le perçoivent pas car elles n'ont pas d'ordinateur et ne savent pas faire de demande dématérialisée par internet.

La précarité alimentaire aussi s'est nettement accrue. 4 tonnes en plus d'aliments ont été distribués à 12 000 bénéficiaires supplémentaires, en raison notamment de la fermeture des cantines scolaires, de la paupérisation des étudiants, des personnes âgées et des familles monoparentales. Pourtant, là aussi l'Etat a mis la main à la poche, apportant 5,7M€ d'aides au lieu d'1M€.

Jeunes et seniors en première ligne

Les jeunes ont été particulièrement touchés par cette crise sociale et économique. Dans le Sud-Est, 100 000 d'entre eux ont moins de 25 ans et sont sans qualification, sans emploi, ni en études, ni en formation. « Le risque de chômage prolongé par la crise pourrait les plonger dans une précarité permanente, voire les exclure de la vie sociale » explique Julie Bertrand, directrice du Dros. Faute de petits boulots, ils ont du mal à se nourrir, se vêtir, se soigner, payer le loyer, les charges, ils ont recours aux Restos du Cœur et aux colis alimentaires pour survivre.

Autre génération fragilisée, celle des personnes âgées. Les plus de 75 ans représentent 11% de la population de Provence Alpes Côte d'Azur et 40% d'entre elles vivent seules. 17% d'entre elles n'ont pas mis le nez dehors pendant des mois par peur du virus notamment. Or le confinement social aggrave l'état psychologique et conduit souvent à une perte d'autonomie et à une plus grande vulnérabilité. A noter que dans le Vaucluse certaines associations se sont mobilisées, autour de Vaison et du Ventoux, par exemple, pour appeler régulièrement les seniors, prendre de leurs nouvelles, leur livrer des denrées alimentaires



Ecrit par le 2 février 2026

et des médicaments.

Sous le radar des aides

Enfin, cette crise sanitaire a aggravé une crise sociale déjà existante. Jeunes décrocheurs, étudiants précaires, saisonniers au chômage (tourisme, agriculture, BTP), demandeurs d'asile, SDF, personnes âgées isolées, micro-entrepreneurs qui n'ont pas de revenus antérieurs et donc passent sous le radar des aides.

Le chiffre le plus parlant de cette période difficile concerne la mise à l'abri des plus vulnérables. En 2019, il y avait chaque jour environ 620 places d'hôtel à la disposition des plus démunis pour passer la nuit sous un toit. On est passé à 2 433 en 2020, quatre fois plus, soit une augmentation de 293% et 6 centres d'hébergement d'urgence ont été ouverts pour faire face à la demande. Avant c'étaient des personnes seules, maintenant ce sont des familles entières et des sans abri qui affluent.

Le Dros conclut son rapport par une mobilisation exceptionnelles des professionnels, des élus de tous bords, une aide immense des associations, des bénévoles, une solidarité accentuée, des élans de générosité insoupçonnés, la mise en place de dispositifs transversaux au plus près des populations. Et un esprit d'innovation pour détecter les tendances émergentes fortes, anticiper et intervenir encore plus efficacement à l'avenir pour lutter contre toutes les formes d'exclusions.